



## Des politiques publiques pour réorienter l'industrie, l'agriculture, la politique énergétique

### Les services publics vecteurs incontournables des politiques publiques

Les services publics, par définition au service de tou-tes les citoyen-nes, doivent être au centre des politiques de lutte contre le réchauffement climatique parce qu'elles sont l'outil de mise en œuvre des politiques publiques : eau, énergie, transports. Elles doivent :

- Orienter les investissements.
- Garantir l'accès à tous des ressources vitales (eau, énergie)
- Favoriser les solutions les plus sobres (transport collectifs, transports de marchandises par le rail).
- Limiter les déplacements en maintenant des services publics de proximité (école, poste...).

### Réorienter l'industrie

Mettre un terme à la désindustrialisation est indispensable. Mais on ne peut revenir à des industries polluantes et de main-d'œuvre à bas « coût ». Il faut créer des emplois écoresponsables, respectueux des droits des salariés, permettant de vivre dignement.

La politique industrielle et l'innovation doivent-être repensées en lien avec l'utilité sociale des productions, les besoins de la population, l'empreinte écologique. Pour la FSU, une politique d'infrastructures utiles, respectueuse des choix des populations, de l'intérêt général et des critères écologiques, intègre cette réflexion.

Réfléchir à la transformation progressive des entreprises nécessite d'investir dans la formation initiale et continue des salariés afin d'assurer leur maintien dans l'emploi et/ou leur reconversion. Des nouvelles filières peuvent être créatrices d'emplois localisés, mais il faut s'assurer que les activités relocalisées correspondent à de réels besoins pour ne pas relancer une société du tout-jetable.



### Arrêter les grands projets inutiles.

Alors que nous ne pouvons plus nous tromper sur les grands investissements d'avenir, la FSU du Jura demande l'arrêt immédiat du projet d'aéroport à Notre Dame des Landes, assortie de l'ouverture d'un véritable débat citoyen afin qu'il fasse l'objet des questionnements nécessaires dans la perspective d'une transition écologique et énergétique.

### Réorienter la politique agricole

La politique agricole française doit rejeter le productivisme porteur de graves conséquences sanitaires, sociales et écologiques et se donner comme objectif le développement d'une agriculture qui respecte l'environnement (biologique, paysanne, agro-écologie, agro-forestière...) et la mise en place de circuits courts de production. L'éducation et la formation doivent intégrer ces préoccupations. A ce titre, l'enseignement agricole public et les exploitations de ses établissements doivent se voir reconnu un rôle primordial.

### Une autre politique énergétique

Face à une crise économique et écologique profonde liée aux modes de production et de consommation et aux déséquilibres Nord/Sud, il faut aller vers un modèle énergétique durable. Cela implique une réflexion sur les modes de vie, la densification de l'habitat, l'isolation des logements plus anciens (notamment ceux occupés par des familles en situation difficile) et nécessite des politiques cohérentes de transport collectif... Or, l'accroissement de la production énergétique pour une consommation toujours plus importante, que ce soit à partir des centrales thermiques émettrices de gaz à effet de serre, de centrales nucléaires ou par l'exploitation des gaz de schiste dont nous demandons l'abandon, est contraire à cet objectif. Il faut mener une politique volontariste d'une plus grande sobriété dans l'usage de l'énergie. La FSU est favorable à ce qu'un débat s'ouvre pour une tarification progressive de l'eau, du gaz et de l'électricité et sur la gratuité des consommations de première nécessité pour les populations les plus vulnérables. Une tarification progressive doit favoriser des pratiques plus sobres.

La FSU du Jura considère qu'il faut sortir du nucléaire. Il faut de toute urgence arrêter les centrales nucléaires vétustes et les travaux de l'EPR.

**La transition économique et sociale doit rechercher l'adhésion des populations et des salarié-es concerné-es.**

**C'est une question de démocratie.**

